

Avenant n° 134 du 15 décembre 2023
Relatif aux salaires minima du personnel salarié non-avocats
(Convention Collective des cabinets d'avocats – IDCC n° 1000)

ENTRE LES SOUSSIGNES :

L'Union Professionnelle des Sociétés d'Avocats (U.P.S.A.),
représentée par : *Xavier TERRYN*

Avenir des Barreaux de France (A.B.F.)
représenté par

Le Syndicat des Avocats de France (S.A.F.),
représenté par *Pierre-Etienne ROSENSTIHL*

La Fédération Nationale des Unions des Jeunes Avocats (F.N.U.J.A.),
représentée par :

d'une part,

ET :

La Confédération autonome du Travail (C.A.T.),
représentée par : *Loïc LACABÈRE*

La Fédération des services C.F.D.T. Branches des Professions Judiciaires,
représentée par : *Julie DUFOURNAUD*

La Fédération Nationale C.G.T. des Sociétés d'Études et de Conseil et de Prévention,
représentée par :

L'Union Nationale des Syndicats Autonomes (U.N.S.A.),
représentée par : *Said Darwaz*

La Fédération des Employés et Cadres Force Ouvrière (F.E.C.-F.O.),
représentée par :

La Fédération C.F.T.C. Commerce, Services, Force de Vente (C.S.F.V.C.F.T.C.),
représentée par : *Isabelle SOLLY*

La Confédération Française de l'encadrement, Confédération Générales des cadres
(C.F.E. - C.G.C.),
représentée par :

NR **d'autre part.** *SD* *JS*
SI *JD* *LL*

Avenant n° 134 du 15 décembre 2023
Relatif aux salaires minima du personnel salarié non-avocats
(Convention Collective des cabinets d'avocats – IDCC n° 1000)

Article 1 : Augmentation des Minima Conventionnels

Les signataires du présent avenant décident d'appliquer, à compter du 1^{er} janvier 2024, une augmentation minima comme suit :

Niveau	Coefficient	Augmentation	Nouvelle valeur du point	Salaire brut au 01/01/2024
IV	207	5,87	8,5992	1 780,03
	215	5,3	8,4653	1 820,03
	225	5,0	8,2228	1 850,12
	240	4,0	7,8524	1 884,58
III	240	4,0	7,8524	1 884,58
	250	4,0	7,8524	1 963,10
	265	4,0	7,8524	2 080,89
	270	4,0	7,8524	2 120,15
	285	4,0	7,8524	2 237,94
	300	4,0	7,8524	2 355,72
	350	4,0	7,8524	2 748,35
II	385	3,0	7,7769	2 994,11
	410	3,0	7,7769	3 188,53
	450	3,0	7,7769	3 499,61
	480	3,0	7,7769	3 732,92
I	510	3,0	7,7769	3 966,23
	560	3,0	7,7769	4 355,07

Il est rappelé que treize mensualités doivent être payées en application de l'article 12 modifié par l'avenant 46 de la Convention Collective.

Mesures spécifiques pour les entreprises de moins de 50 salariés.

Pour l'application de l'article L 2261-23-1, les partenaires sociaux ont considéré qu'un accord portant sur les minima conventionnels applicables aux salariés de la branche n'avait pas à comporter les stipulations spécifiques mentionnées à l'article L 2232-10-1. En effet, ceux-ci doivent s'appliquer quelle que soit la taille de l'entreprise, *a fortiori* dans une branche composée presque exclusivement d'entreprises de moins de 50 salariés.

Avenant n° 134 du 15 décembre 2023
Relatif aux salaires minima du personnel salarié non-avocats
(Convention Collective des cabinets d'avocats – IDCC n° 1000)

Article 2 : date d'application du présent avenant

Pour les cabinets d'avocats membres d'une organisation employeur signataire du présent avenant, la date d'application est fixée au 1^{er} janvier 2024.

Pour les cabinets d'avocats non-membres d'une organisation « employeur » signataire du présent avenant, ce dernier sera obligatoire à compter du premier jour du mois civil suivant la publication de l'arrêté d'extension au journal officiel de la République française.

Article 3 : Demande d'extension

Les parties signataires conviennent qu'il sera demandé l'extension du présent avenant.

Fait à PARIS, le 15 décembre 2023.

Handwritten signatures in blue and black ink, including a large blue signature, a black signature, and the initials 'JD' and 'Lh.'.

Avenant n° 134 du 15 décembre 2023
Relatif aux salaires minima du personnel salarié non-avocats
(Convention Collective des cabinets d'avocats – IDCC n° 1000)

UNION PROFESSIONNELLE DES
SOCIETES D'AVOCATS (U.P.S.A.)


Xavier TERRY


AVENIR DES BARREAUX DE FRANCE
(ABF)

SYNDICAT DES AVOCATS DE FRANCE
(S.A.F.)

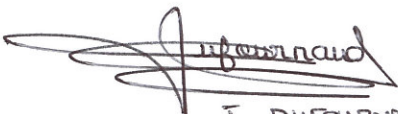

Pierre-Etienne ROSENSTIEHL

FEDERATION NATIONALE DES UNIONS
DES JEUNES AVOCATS (F.N.U.J.A.),

CONFEDERATION AUTONOME DU TRAVAIL
(C.A.T.)


Laure LACABERE

FEDERATION DES SERVICES CFDT, BRANCHE
PROFESSIONS JUDICIAIRES (C.F.D.T.)


J. DUFOURNAUD

FEDERATION NATIONALE CGT DES SOCIETES
D'ETUDE ET DE CONSEIL ET DE PREVENTION,
(C.G.T.)

UNION NATIONALE DES SYNDICATS
AUTONOMES (U.N.S.A)

SACD DARWANE



FEDERATION DES EMPLOYES ET CADRES
FORCE OUVRIERE (F.E.C. – F.O.)

FEDERATION COMMERCE, SERVICES, FORCE
DE VENTE CFTC (C.S.F.V.C.F.T.C.)


I. JOLLY

CONFEDERATION C.F.E. – C.G.C.,